

7. fraudes nationales supplémentaires

Fraudes de confiance nationale supplémentaires

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons déjà détaillé certaines des façons dont les fiducies nationales et les fiducies publiques individuelles ont été créées sans autorisation, puis abusées sans justification en tant que successions décédées, successions abandonnées ou en tant que fiducies étrangères substituées à nos intérêts successoraux, à la fois en tant que pays et en tant que personnes individuelles.

Tant de confusion et de secret ont été exercés concernant la création, l'utilisation, les abus et les actifs de ces diverses fiducies qu'une brève discussion sur les intérêts publics et nationaux valides et invalides est méritée.

Les Américains doivent la common law américaine aux niveaux de l'État et du comté de notre gouvernement, et la loi fédérale très limitée publiée dans le Congressional Record concernant les personnes engagées dans des activités sous réglementation fédérale, dont certaines sont également codifiées dans les Statuts des États-Unis à grande échelle publiés par le sous-traitant fédéral américain opérant en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique de 1787 à 1860.

Nous avons nos propres assemblées législatives, nos propres tribunaux et nos propres formulaires juridiques et sommes spécifiquement dispensés de connaître ou de pratiquer le droit étranger.

Nous devons également les garanties et les limitations du Preamble Trust and Bill of Rights le soulignant, qui a été ajouté à titre de mesure de protection et d'injonction aux trois constitutions fédérales, afin de clarifier le caractère limité des délégations de pouvoir prévues par la Constitution. contrats.

Le Preamble Trust indique clairement que l'intention des donateurs des pouvoirs énumérés et délégués spécifiques ne s'attendait pas à ce que les pouvoirs délégués soient exercés contre eux par leurs sous-traitants fédéraux. Les sous-traitants fédéraux, c'est-à-dire les sociétés municipales

hébergées dans le district de Columbia, en acceptant et en utilisant les pouvoirs délégués, s'engagent à les exercer de bonne foi et ne peuvent, par exemple, les utiliser pour faire la guerre ou commettre des crimes contre leurs employeurs sans être en rupture brute de contrat de fiducie et de service.

Les donateurs des pouvoirs délégués ne permettaient pas non plus à une interprétation fantaisiste de ces contrats de supposer qu'ils accordaient des pouvoirs dérivés ayant une incidence sur les pouvoirs, droits et garanties non énumérés. Ils ont ajouté la Déclaration des droits pour clarifier davantage les droits, pouvoirs et garanties non énumérés qu'ils conservaient - entre autres ces pouvoirs non délégués et conservés en vertu du dixième amendement par le peuple et les États.

Ce préambule concernant les pouvoirs énumérés et délégués est dû à chacun de nos États de l'Union et il se présente à la fois comme un contrat de service et une fiducie conventionnelle, car les constitutions fédérales sont la mise en œuvre des traités mettant fin à la guerre d'indépendance.

C'est la seule forme de confiance nationale que les Américains ont et la seule que nos États aient jamais acceptée. C'est également la seule confiance dont nous avons besoin car elle garantit notre sécurité, notre liberté et notre souveraineté contre les atteintes ou les réclamations de nos sous-traitants fédéraux. Il limite strictement les pouvoirs énumérés.

Sauf dans le sens où nous sommes héritiers et récepteurs de tous les actifs détenus dans le United States Trust, c'est-à-dire les résidus dus à notre ancienne République fédérale et aux membres de la Confédération des États d'origine, ce n'est pas un National Trust dans le même sens que nos autres sous-traitants fédéraux ont des fiducies nationales et un grand soin doit être fait pour identifier quelle "nation" et laquelle "National Trust" dont nous parlons à tout moment.

Le Preamble Trust est un Testamentary Express Trust.

Le United States Trust est une fiducie d'actifs appartenant à un instrument "mort" de notre gouvernement connu sous le nom de Confédération des États et sous-traitant fédéral américain connu sous le nom de République fédérale qui est censé fonctionner en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique --- qui sont tous deux en stase, en attente de reconstruction ou d'une autre disposition par nos États de l'Union.

La dissolution du United States Trust en faveur des États membres ou la transmission des actifs du United States Trust via la cession à des entités commerciales reconstruites fait partie du travail auquel nous sommes confrontés.

Nous sommes les héritiers et les récepteurs du United States Trust parce que nous sommes les délégués et les donateurs de tous les pouvoirs et avoirs délégués qui ont jamais appartenu à la Confédération des États ou à la République fédérale des États-Unis, et à leur "mort" ou incapacité à exercer ces fonctions, ces pouvoirs et autres biens reviennent naturellement aux délégués par application de la loi.

En plus du Preamble Trust et du United States Trust, il existe deux autres "National Trusts" qui n'ont rien à voir avec les Américains de base, et qui se réfèrent aux deux "nations" distinctes qui

composent les citoyens du Territoire britannique États-Unis et Municipal États-Unis.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a annoncé que "les États-Unis d'Amérique étaient en faillite" à la Conférence des gouverneurs le 6 mai 1933, il parlait des États-Unis d'Amérique, Incorporated, la British Territorial Municipal Corporation hébergée dans le district de Columbia.

Nous le savons avec certitude, car les entités souveraines et non constituées en société ne sont pas éligibles à la protection contre la faillite, il ne pouvait donc pas faire référence à notre Fédération des États faisant des affaires sous le nom de États-Unis d'Amérique.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a reçu une affirmation de soutien de la Conférence des gouverneurs promettant les citoyens et les actifs de leurs "États", ils ne parlaient pas des États américains, ils parlaient des franchises des États territoriaux britanniques agissant en soutien à leur société mère municipale.

Ils parlaient de leur "Nation" composée de Territoriaux britanniques américains. Les citoyens de la même manière qu'ils parlent de leur "sécurité nationale" et de leur "National Trust" territorial britannique et des "57 États" qui font partie de leur hégémonie globale --- qui sont tous des "États confédérés", ce qui signifie "États d'États" --- opéré comme franchises de la Municipal Corporation.

Aucune de ces antécédents de faillites et de sociétés étrangères n'a quoi que ce soit de substantiel à voir avec nos États et notre peuple, même si cela a souvent été mal interprété et que des hommes malhonnêtes l'ont mal interprété - généreusement, car ils se sont accrochés à nos actifs sous la couleur de la loi et sous Faux prétextes pour payer les dettes réellement dues par ces sociétés municipales prodigues.

Nous souhaitons une divulgation publique complète et complète des faits, y compris le fait que notre pays et nos États / États ne sont pas et n'ont jamais été en faillite et ne sont pas des entités constituées.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a prononcé son premier discours inaugural en tant que président des États-Unis (gouvernement municipal) et a parlé de "sacrifices" et de "consécrations" et de "certificats de centre d'échange", il parlait de la vente des citoyens municipaux comme esclaves, littéralement, comme chattel utilisé pour payer les dettes dues par le gouvernement municipal des États-Unis et sa Municipal Corporation.

Leur seule confiance nationale est au Ciel. Ils espèrent que les choses iront mieux après leur mort, car leur vie sur Terre a été privée et appauvrie pour réduire la cupidité et la convoitise des hommes, des menteurs et des hypocrites dépravés, mauvais et égoïstes qui ont toujours abusé des innocents.

En vertu de la loi ecclésiastique, les citoyens municipaux des États-Unis doivent leur dû à ces sociétés et à leurs directeurs en ce moment, car ils n'auraient jamais dû être imités et victimes illégalement en premier lieu. Aucune obligation de citoyenneté non divulguée n'aurait jamais dû leur être conférée par une loi illégale du Congrès territorial.

La propriété publique des esclaves aurait dû être abolie ainsi que la propriété privée des esclaves et cela aurait dû être honoré en vertu du treizième amendement, et non tergiversé à des fins d'enrichissement et de recouvrement injustes de dettes odieuses.

La loi universelle du libre arbitre aurait dû être honorée en permanence tout au long de cette période de l'histoire, et ne l'a pas été.

Nous souhaitons que tous les citoyens municipaux des États-Unis soient libérés et que leurs avoirs leur soient restitués, afin qu'ils ne puissent plus jamais être considérés comme des biens publics ou maltraités à de telles fins.

En plus de tout cela, il y a plus de 5 000 soi-disant fiducies historiques et des millions de fiducies héritées qui ont été créées ou reconduites et déformées comme des actifs "non réclamés" ou abandonnés laissés à l'administration publique par les employés de la Municipal Corporation ---- dont la plupart appartiennent manifestement à des personnes décédées et appartiennent donc à leurs héritiers, ou appartiennent à des personnes encore en vie, ou appartiennent à des fiduciaires privés qui ont été ignorés et considérés comme "morts" en raison de tous les crimes d'usurpation d'identité et de fausses enregistrements et de fausses déclarations commerciales qui ont été utilisés pour les asservir et les piéger.

Nous souhaitons que tous les différents certificats de naissance soient retournés aux frais des auteurs aux héritiers et propriétaires, tous les actifs remboursés et mis de côté, y compris tous les trusts historiques et hérités.

Nous notons que, bien que les auteurs de ces stratagèmes illégaux puissent toujours localiser des personnes dans le but de mal traiter de fausses allégations commerciales, c'est-à-dire des accusations judiciaires contre eux, et contre les diverses sociétés étrangères exploitées en leur nom, ces mêmes auteurs affirment qu'ils ne peut pas trouver les Américains "manquants" qui se trouvent être les mêmes en ce qui concerne l'adresse.

Toute la circonstance sent la fraude et les crimes de personnage à long terme, cohérents et intéressés --- et il est temps que toute cette criminalité prenne fin.

Nous souhaitons les États-Unis. Les citoyens doivent être libérés et absents des connaissances spécifiques non déclarées, afin qu'ils soient tenus inoffensifs pour les crimes qu'ils ont commis sans le savoir. Nous souhaitons que leurs biens immobiliers leur soient restitués et placés sous leur contrôle et que toutes les personnes concernées connaissent la vérité sur ce qui s'est passé dans ce pays et ailleurs dans le monde ---- pas un récit funky créé à Hollywood cherchant à blâmer certains et glorifier les autres, mais la vérité réelle, afin que tout le monde puisse voir que nous avons tous été les victimes d'une matrice de mensonges juridiques (mais illégaux) artificiellement construite, de fausses déclarations, de faux prétextes et de fausses suppositions.

Nous avons vraiment vécu dans le royaume du Père de tous les mensonges, mais maintenant nous connaissons ses leçons et sommes prêts à nous en passer, et avec l'esprit de mensonge perpétuant ces crimes.

Les péchés des sociétés leur sont dus et imposés, ainsi qu'aux hommes chargés de les mal orienter et de les utiliser à des fins illégales.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:13:23 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:06:37 by Bryan